Zeitschrift: Les intérêts de nos régions : bulletin de l'Association pour la défense des intérêts jurassiens

Herausgeber: Association pour la défense des intérêts jurassiens

Band: 62-63 (1991-1992)

Heft: 3: Développement industriel, crises et mutations sociales : le tour automatique à Moutier (1880-1939)

Artikel: Histoire et développement du tour automatique à Moutier, 1880-1939 : mutations économiques et crises sociales

Autor: Zahno, Stéphane

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-824232

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 20.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Histoire et développement du tour automatique à Moutier, 1880-1939

Mutations économiques et crises sociales

Par Stéphane Zahno

Au moment où Nicolas Junker s'installe à Moutier, vers 1880, le visage industriel du village paraît facile à tracer. La production de montres constitue de loin la branche qui offre le plus grand nombre de places de travail aux Prévôtois et aux ouvriers de la région. Profitant d'une conjoncture favorable, divers comptoirs, ateliers ou fabriques ont réussi à s'implanter et à donner au petit bourg un caractère avant tout horloger. La Société industrielle, plus grande manufacture horlogère du Jura, occupe alors 500 ouvriers et produit 40 000 montres par an.

Plusieurs établissements bancaires apparaissent parallèlement au décollage industriel. A Moutier, trois banques sont déjà installées en 1880. La Caisse d'Epargne et de Crédit ouvre ses portes en 1856, la Banque Populaire du district de Moutier en 1864 et le Crédit mutuel ouvrier en 1867.

On a certes tenté d'introduire ou de maintenir en Prévôté des activités industrielles non horlogères, telles une tuilerie ou une poterie. Des mines ont également été temporairement exploitées sur le territoire de la commune. Mais jamais ces quelques exceptions au monopole horloger n'ont atteint une importance significative. La faillite représentait pour beaucoup l'issue fatale et inévitable.

En 1880, une seule entreprise vraiment importante subsiste, qui ne soit pas liée de près ou de loin à l'horlogerie : la verrerie, fondée en 1841, et qui est à l'époque la plus grande de Suisse.

1. Le temps des pionniers

Le tour constitue la plus ancienne machine-outil. Il est à l'origine de tous les développements successifs qui permettront la naissance des machines totalement automatiques. Son histoire remonte à plusieurs milliers d'années. A l'âge du bronze déjà, les artisans se servent du tour à arc. Puis un esprit inventif découvre le tour du potier, encore utilisé de nos jours. D'autre part, certains bûcherons faisant profession de tourneur sur bois manient les arbres-tours. On a découvert également un tour rudimentaire pour usiner le noyau des cloches qui date du début du XIIe siècle et un dessin de tour à perche d'origine française (1250), qui fut fonctionnel jusqu'au XVIIIe siècle pour le tournage du bois.

Le tour à travers les âges

Au début du XVIe siècle, Léonard de Vinci dessine le premier tour à mouvement continu constitué d'un axe coudé, d'un volant et d'une pédale. En 1569, après avoir construit diverses machines permettant de tourner des formes elliptiques au moyen de châblons, Jacques Besson invente le tour à fileter. Fonctionnant avec des contre-poids, il est le plus perfectionné des tours anciens. On se représente mal, aujourd'hui, ce qu'il a fallu d'intelligence technique à cet homme oublié du XVIe siècle pour créer une telle machine. Salomon de Caus, à qui l'on doit la découverte des

propriétés de la vapeur comme force motrice, dessine en 1615, un tour à usiner la matière en bout. Vaucanson, constructeur d'automates et inventeur du métier à tisser, crée le tour à charioter et enfin, Sénot, en 1795, met au point un tour à fileter par vis mère.

Toutes ces découvertes éparses, souvent géniales, paraissent d'une certaine manière du travail d'amateur. Il aura fallu les idées de l'Anglais Henri Maudslay pour que la clarté se fasse. Il invente, coordonne les progrès et met au point un tour dans lequel sont appliquées des solutions rationnelles, logiques. Il met de la méthode là où il n'y avait que des étincelles de génie. En 1840 apparaît le tour parallèle de l'école de Maudslay, dont les principes fondamentaux restent les mêmes un siècle plus tard. Les élèves du maître apportent à la construction du tour des perfectionnements considérables. Mais si les Anglais lancent le mouvement, les autres nations suivent de près. L'Américain Whitney construit la première machine à fraiser en 1818 déjà. Le Suisse Bodmer invente le tour vertical et Calle, en France, met au point des tours spécialement conçus pour travailler le métal dur.

Tous les tours présentent à cette époque les mêmes caractéristiques principales. Un axe est disposé horizontalement. La pièce à usiner est assujettie à cet axe et tourne rapidement avec ce dernier. L'entraînement est réalisé au moyen de courroies, puis directement grâce à de petits moteurs électriques. Des outils tranchants sont amenés contre la pièce à oeuvrer en rotation et lui enlèvent des copeaux. Selon la forme (la façon), la direction et la profondeur (l'avance) données aux outils tranchants, la pièce à travailler reçoit les contours et les dimensions désirées.

L'époque des pionniers des tours parallèles est suivie de l'étape du tour revolver. Il est né dans la deuxième moitié du XIXe siècle. Les constructeurs, poussés par des besoins de produire plus rapidement, cherchent avec cette invention à réduire les temps secondaires (les temps morts) et à éviter les reprises. Pour ce faire, ils ajoutent à la machine plusieurs outils travaillant simultanément et usinant les pièces dans la barre elle-même. La combinaison des mouvements mécaniques permet de réduire sensiblement le temps et le nombre des différentes passes requises pour l'élaboration d'une pièce. Hartness, en Amérique, lance son premier tour à revolver sur le marché en 1862, alors que le tour à décolleter Parisien, appelé aujourd'hui tour « Bourel », entre en fonction vers 1870. L'avantage de ces genres d'appareils réside dans le fait qu'ils ne demandent qu'un faible investissement et que la mise en train s'effectue rapidement. En contre-partie, les ouvriers doivent faire preuve d'une grande habileté. Malgré ces améliorations, on ressent encore le manque de dispositifs permettant la confection rapide, en grandes quantités et surtout avec la précision nécessaire, de pièces détachées. En 1872, un Bâlois, Jacob Schweizer, réussit à faire un pas de géant dans la fabrication du tour : il invente une machine capable de produire automatiquement de petites vis pour les montres. Cette première décolleteuse à poupée mobile reçoit le nom de décolleteuse à plateau. Schweizer et quelques autres constructeurs suisses de machines développent et construisent des appareils avant tout pour leurs propres besoins. Ce n'est que dans une phase ultérieure, comme cela avait déjà été le cas pour les machines textiles, qu'ils vendront leurs produits à des tiers. En 1874 également, l'Américain Spencer automatise un tour revolver Pratt et Whitney grâce au brevet de « Parkhust », qui permet le serrage de la barre sans arrêt de la poupée. En installant de plus un arbre à cames pour les avances, Spencer crée le tour automatique à poupée fixe. Les machines automatiques ne nécessitent désormais plus l'intervention de l'ouvrier, des cames se chargeant de

donner aux outils les mouvements nécessaires et assurant la continuité du cycle des opérations jusqu'à épuisement de la barre à travailler.

Le tour automatique à décolleter, construit dès 1880 par Nicolas Junker à Moutier selon le modèle de Schweizer, constitue la première pierre de l'histoire prévôtoise du tour, et introduit la possibilité d'usiner de plus grandes pièces en séries.

Junker, Bechler et Pétermann, les fondateurs

Si Moutier s'est forgé une réputation internationale dans le domaine de la mécanique de précision, il convient d'en attribuer le mérite avant tout à l'esprit inventif et à l'émulation de plusieurs chefs d'entreprises. Partis de rien, ils ont su transformer de petits ateliers en usines florissantes et drainer dans le secteur des machines de précision une grande partie des ouvriers prévôtois.

Nicolas Junker est le premier inventeur à s'installer à Moutier, où il fonde l'entreprise qui deviendra par la suite l'usine Tornos. Il est né en 1851 à Bischofzell dans un milieu modeste. Il effectue un apprentissage de mécanicien dans son village, avant de partir à l'étranger pour se perfectionner. Il travaille à Munich, à Vienne et acquiert une qualification de spécialiste dans la mécanique de précision. De retour au pays, il séjourne à Genève où il occupe un poste à la Société genevoise des Instruments de Physique. Il travaille ensuite comme chef mécanicien à l'International Watch Co à Schaffhouse, d'où il passe, avec le même rang et à peine âgé de trente ans, à la Société Industrielle d'horlogerie à Moutier.

Junker se rend vite compte que, la renommée des montres suisses s'affirmant progressivement, le volume des ventes ne peut qu'augmenter. Il faut en conséquence gagner du temps, travailler plus vite, accroître la production, sans pour autant nuire à la rigoureuse précision des pièces. Cela d'autant plus que la concurrence américaine se fait pressante. L'exposition de Philadelphie de 1876, qui révèle les progrès étonnants réalisés par les Américains dans le domaine de la mécanisation, donne un coup de fouet à l'industrie horlogère suisse. La mécanisation et la centralisation de la production dans les fabriques s'accélèrent. Junker s'essaye donc dans son atelier, installé en 1880, à combiner des outillages, puis des machines facilitant le travail à la main.

Il lance la fabrication en série des tours en 1883. La première série de machines à décolleter offre plusieurs avantages par rapport à la machine Schweizer. Ce ne sont plus seulement de minuscules vis destinées à la fabrication de la montre qui peuvent être produites de manière entièrement automatique, mais également des pièces plus grandes, et cela sans la présence continue d'un ouvrier, puisque les cames se chargent elles-mêmes de déplacer les burins qui façonnent les pièces. En 1895, Junker construit une machine à trois burins en éventail et une année plus tard, il fait breveter la machine à décolleter munie de la bascule, dont il est l'inventeur.

Ce brevet du 15 avril 1896 marque une évolution importante. Jusqu'alors, les tours ne comportaient que deux outils montés sur une coulisse commune qui les amenait, alternativement, en position de travail. Junker met en pratique l'idée de monter les outils non plus sur une coulisse, mais sur un organe oscillant appelé bascule. Le travail devient plus précis, la manipulation plus aisée. Par contre, les outils demeurent dépendants: l'un doit s'éloigner de la barre pour que l'autre puisse entrer en action. En 1900, Junker met au point un tour conçu pour le travail en canon, avec réglage axial de l'outil vertical monté sur colonne.

André Bechler naît en 1883, dans une famille établie à Moutier depuis 1768. Il

perd très tôt son père, et sa mère doit élever quatre enfants dans des conditions difficiles. Il effectue un apprentissage de mécanicien chez Junker et poursuit sa formation au Technicum de Bienne dont il sort ingénieur. En 1904, à 21 ans, il s'associe avec Joseph Pétermann sous la raison sociale Bechler et Cie.

Pétermann est né le 7 octobre 1869 à Courgenay, localité ajoulote dont il est originaire. Après un apprentissage de mécanicien à la Société Industrielle de Moutier, il se spécialise dans la fabrication des étampes, avant de diriger l'atelier de mécanique de la fabrique Léon Lévy et Frères à Moutier. Il excelle dans son métier. Ses dispositions naturelles et son esprit inventif l'engagent, en 1902, à se mettre à son compte. Il acquiert donc, à 33 ans, un terrain à la rue des Œuches, et y fait construire une petite usine. En septembre de la même année, le bâtiment est terminé et le travail commence. Les commandes affluent d'emblée et augmentent très vite grâce à la précision de fabrication et à la rapidité de livraison. Pétermann s'acharne au travail, souvent très tard le soir et se contente d'un salaire modeste, les bénéfices servant à acheter de nouvelles machines et à compléter l'outillage.

Après deux ans d'activité dans la fabrication des étampes, ce mécanicien né, d'une très grande habileté manuelle et d'une ténacité de terrien, décide de s'associer à André Bechler pour produire des tours automatiques. Ils mettent immédiatement à l'étude un tour perfectionné, dérivé du tour Schweizer qu'ils jugent bon, mais trop lent. En 1905, la production du premier tour Bechler et Pétermann est lancée.

Notons qu'à cette période, les deux associés possèdent la seule fabrique de tours sur la place de Moutier. La société Mettetal, Junker et Cie, qui a succédé à Nicolas Junker a en effet fait faillite en 1905, et il faudra attendre 1911 pour voir ses successeurs ouvrir à nouveau la fabrique. Quant à Bechler, il se séparera de Joseph Pétermann et s'établira à son propre compte en 1914.

Il est intéressant de constater que Bechler et Pétermann comptent parmi leurs collaborateurs Henri Mancia jusqu'en 1914. A cette date, ce dernier quitte l'usine pour s'associer à Willy Mégel et pour quelques années à M. Boy de la Tour qui, en 1911, ont racheté l'ancienne usine Junker, laquelle deviendra, en 1918, une société anonyme sous la raison sociale « Tornos ».

Des premiers pas hésitants

Si Moutier est devenu en quelques décades un centre industriel important rayonnant dans le monde entier, cette évolution ne s'est pas effectuée sans peine ni sans difficultés.

Lorsqu'apparaît l'industrie horlogère, les manufactures bénéficient dans la région d'un concours de circonstances favorables : une main-d'oeuvre bon marché, un savoir-faire indéniable, un désir d'augmenter les revenus de la terre par une occupation plus lucrative, une conjoncture favorable, etc. Le passage de l'horlogerie à la mécanique se révélera plus délicat et il faudra une vingtaine d'années à l'industrie des machines pour trouver une certaine stabilité et fortifier ses assises.

Le ciel industriel prévôtois s'assombrit brusquement en 1907. La dépression, qui dure jusqu'en 1909, condamne au chômage un grand nombre d'ouvriers et oblige la commune à s'endetter en fournissant aux chômeurs une aide indirecte sous la forme d'occasions de travail.

Le Petit Jurassien parle à plusieurs reprises dans ses colonnes de « période grave », « danger de voir les efforts des industriels anéantis », « situation des ouvriers devenant impossible », etc. Il est vrai que le monde ouvrier n'est pas épargné. Alors qu'un travailleur de l'industrie des machines a vu son salaire augmenté d'environ 23 % entre 1893 et 1909, l'augmenta-

tion moyenne des prix des logements fut de 37 à 41% pour la même période et de 30 à 35% en ce qui concerne les produits alimentaires. D'une manière générale, on considère qu'une famille ouvrière consacre près des trois quarts de son gain à satisfaire ses besoins d'existence.
Néanmoins, cette crise a pour Moutier un effet secondaire tout à fait positif. En effet, on assiste en Suisse à une disparition progressive de tous les autres fabricants de machines-outils. Vaincus par la conjoncture, il cessent leurs activités, laissant à Moutier la possibilité d'occuper une place de choix dans la fabrication du tour automatique. La compétition entre les trois entreprises prévôtoises n'en sera que plus vive, surtout lorsque la guerre éclatera, et il en résultera un développement technique très rapide du produit. La fabrication du tour à décolleter du type suisse sera devenu l'apanage quasi exclusif des trois usines de Moutier.
Au sortir de cette dépression, les Prévôtois montrent que leur esprit d'initiative n'est pas en veilleuse. Ils mettent sur pied en 1909 l'Exposition jurassienne. Leur intention est de présenter et faire connaître à l'extérieur les produits agricoles et industriels de leur coin de pays. Pour le petit bourg d'un peu plus de 3500 habitants qu'est Moutier, la tâche est énorme, mais elle sera menée à bien.
Outre l'évidente publicité dont bénéficient les industries de la ville, redevenue pour quelques jours le cœur du Jura, il est une conséquence qui s'avérera primordiale dans l'optique du développement de la fabrication du tour. Il s'agit d'un réveil de l'esprit d'initiative, de l'esprit jurassien aussi. Les Prévôtois prennent conscience des possibilités de la cité. Moutier vient de se voir doter de nouvelles voies de communication vers l'extérieur. La ligne ferroviaire Moutier-Soleure a été en effet inaugurée en 1908. Au-delà d'un intérêt régional, elle relie la Suisse centrale à la France par la voie de Delle. En 1915, le tunnel Moutier-Granges sera percé et favorisera considérablement le trafic nord-sud. D'autre part, Moutier accueille depuis 1907 la Banque Cantonale de Berne, signe d'un développement économique réjouissant. La Banque Populaire Suisse s'établira en 1912 dans la cité. Les deux établissements ont été appelés à prendre la succession des caisses d'épargne encore existantes.

La ville de Moutier double le nombre de ses résidents en une trentaine d'années. En 1880, on compte en effet 2111 Prévôtois, alors qu'en 1910, ils sont déjà 4164! L'arrivée massive de main-d'œuvre ne laisse pas de faire resurgir la menace de germanisation. En 1910, le 30% de la population de Moutier est de langue allemande.

Le mouvement migratoire influe également sur la répartition de la population selon les confessions, en faisant renaître à Moutier une paroisse catholique relativement importante. En 1880, on ne dénombrait que quelques familles catholiques alors qu'en 1910, 25% des Prévôtois le sont.

Au moment où s'amoncellent des nuages noirs dans le ciel politique international, Moutier subit une accélération importante de son développement industriel, qui débouche sur des modifications profondes sur les plans économique et démographique. Les constructeurs de machines-outils, après des premiers pas hésitants, fortifient leurs positions et commencent à déloger l'horlogerie, encore largement dominante à Moutier au début de la guerre.

La Première Guerre et ses conséquences

Lorsqu'éclate la guerre, en 1914, l'industrie prévôtoise vit une période de haute conjoncture; le chômage n'existe pour ainsi dire pas et les salaires de la branche des machines-outils sont généralement les meilleurs.

En 1914, l'euphorie semble telle dans le domaine de la production de machines-outils qu'on y voit toutes les garanties d'un succès durable. Les exportations augmentent sans cesse, du fait des efforts d'armement des Etats. L'avenir semble assuré. Mais il faut bientôt déchanter. Si la guerre épargne la Suisse neutre, elle prive les usines de leur main-d'œuvre. Peu après l'annonce de la mobilisation des troupes jurassiennes à Tavannes, des fabricants ferment leurs ateliers ou réduisent l'horaire de travail. Le commerce est dans le marasme. Les avis d'annulation de commandes affluent. Les usines de Moutier passent par l'un des moments les plus pénibles de leur existence, car les réserves financières ne sont en général guère abondantes.

Durant cette période difficile, les usines n'occupent que de la main-d'œuvre non spécialisée, des femmes et quelques apprentis. Pour la petite histoire, notons que les apprentis étaient payés 1 fr. 50 par jour et recevaient leur dû en pièces d'or, à la fin du mois. L'année 1915 s'ouvre dans la fièvre de la transformation d'une production de paix en production de guerre. Jusqu'en 1918, les industries jurassiennes connaissent une période de prospérité inouïe.

Il est vrai que la plupart des fabriques se mettent à manufacturer des munitions, surtout des mécanismes de mise à feu et des pièces détachées. On profite d'autre part de l'élargissement des débouchés et des perspectives.

Dans la branche du tour automatique, les usines prévôtoises marchent de nouveau à plein régime dès le début de 1915. Il s'agit de produire et de vendre les machines destinées à la fabrication des munitions. Le chômage disparaît vite. Les usines embauchent en masse.

L'afflux des commandes, caractéristique de cette période, aura une autre conséquence: les innovations techniques s'accélèrent, afin de contenter les acheteurs qui réclament des moyens de production plus rapides.

Au sortir de la guerre, les espoirs les plus grands sont donc permis. La machine-outil prévôtoise a acquis ses lettres de noblesse, elle s'impose sur de nombreux marchés étrangers, elle se perfectionne toujours davantage. Les conséquences se répercutent sur le monde ouvrier: le chômage n'existe pas, les salaires sont relativement bons. Pourtant le ciel s'obscurcira vite, dans un premier temps avec la grève générale, puis surtout avec la crise de reconversion.

2. Emergence syndicale et crise sociale

A ses débuts, l'histoire syndicale de Moutier concerne exclusivement les métiers liés à l'horlogerie. Les premières associations ouvrières sont contemporaines des manufactures et se veulent avant tout des organisations à buts philanthropiques. Les débuts des groupements actuels datent de l'époque où l'Union syndicale suisse voit le jour (1880) et où est fondé le deuxième Arbeiterbund (1887). Des traces d'activités syndicales apparaissent à la fin des années 80 à Moutier. La Fédération des monteurs de boîtes, fondée à Saint-Imier en 1886, compte quelques adhérents prévôtois. La même année, la Fédération des ouvriers horlogers voit le jour à Moutier. Les graveurs et guillocheurs s'organisent également. Ces syndicalistes de la première heure rencontrent de grandes difficultés à travailler de concert.

Les difficultés des premiers temps

La division du travail, relativement poussée, affaiblit les nombreuses associations ouvrières, qui regroupent les adhérents par catégories de métiers, et non par entreprises. Ce manque d'homogénéité gêne certes l'expansion syndicale, mais il existe un autre frein dont l'importance semble primordiale: la solidarité entre pa-

trons et ouvriers. L'esprit de collaboration prime souvent dans les relations de travail. Le milieu rural et le paternalisme patronal facilitent cette solidarité. L'émergence de certains dangers accroît encore le phénomène. La concurrence américaine, le machinisme, considéré d'abord comme un fléau, et les crises conjoncturelles représentent autant d'éléments qui consolident momentanément les liens entre partenaires sociaux.

Tout antagonisme n'est pas exclu pour autant. La grève qui éclate à Moutier en 1887 atteste d'un changement stratégique dans les revendications des ouvriers. Avec l'avènement définitif du machinisme se termine en effet l'étape où la lutte des syndicats repose « sur le travail aux pièces et sur des tarifs ». On commence « la période du tarif minimum à la journée ou à l'heure ».

Une ligne de conduite unique fait défaut à Moutier dans le monde ouvrier horloger. Ce n'est pas la naissance de l'Union ouvrière prévôtoise, en avril 1901, qui améliore la situation. Les syndicats s'opposent en effet souvent à cette nouvelle association qui défend des positions trop souvent favorables au patronat et éloignées des thèses socialistes. Il faut préciser que la plupart des syndicats n'embrassent pas les idées du parti socialiste. Au contraire, des journaux locaux voient même dans le syndicalisme la possibilité de satisfaire les plus légitimes exigences des ouvriers tout en contrecarrant l'étatisme et les menées socialistes.

Il faut attendre le début du XXe siècle pour voir les premiers regroupements s'effectuer dans le monde syndical horloger. L'esprit corporatiste qui anime les travailleurs cède le pas aux exigences d'un combat efficace. Le chemin s'ouvre vers la formation de la Fédération des ouvriers de l'industrie horlogère (FOIH), qui entre en activité le 1er janvier 1912. Une certaine stabilité s'installe, vu l'unité d'action et d'intérêt qu'instaure la FOIH.

Dans la métallurgie, la concentration est plus rapide puisqu'en 1892 déjà se constituait la Fédération suisse des ouvriers sur métaux (FSOM). Ses revendications principales sont les suivantes : création d'un tribunal d'arbitrage, journée de 10 heures, salaires minima par localité, paiement des heures supplémentaires et surveillance de l'application de la loi sur les fabriques votée en 1877.

Le conflit de 1906

La section de Moutier voit le jour en 1906, le 28 janvier. A peine constitué, le syndicat se trouve entraîné dans un conflit qui éclate à la fabrique de machines administrée par la Banque populaire du district de Moutier, anciennement la maison Mettetal et Junker qui vient de faire faillite. Le fait qu'une banque doit gérer l'entreprise explique en partie le mouvement des mécaniciens. Les autres fabriques de Moutier, dirigées par des patrons souvent considérés comme des « compagnons » par les ouvriers, jusqu'en 1914 en tout cas, ne figureront jamais sur la liste des « entreprises mises à l'interdit » du Métallurgiste, et ce jusqu'en 1937. La grève intervient après la réclamation d'une augmentation de salaire de 10 %, d'un salaire minimum de 50 cts à l'heure et de la majoration des heures supplémentaires et des heures de nuit de 25 et 50 %. La demande est refusée.

Mais le syndicat paraît trop faible à cette époque pour gagner la bataille. Après quelques jours, il renonce à la grève.

A la veille de la guerre, la FSOM éprouve toujours de grandes difficultés à trouver des adhérents. La bonne conjoncture économique suscite un désintérêt des travailleurs pour la vie syndicale. La section locale ne compte que 39 membres en 1914. L'éclatement de la guerre modifie toutes les données. La classe ouvrière subit très fortement les contrecoups du conflit. Pour septembre 1914, le rapport de

la FSOM fait état de 38% des ouvriers au service militaire sans compensation de salaire, 9% au chômage complet, 34% au chômage partiel, 5% travaillant normalement mais avec un salaire réduit, et seulement 14% bénéficiant d'un horaire et d'un salaire normaux.

La mobilisation et le ralentissement des affaires mettent en évidence la fragilité de la section. Les assemblées s'espacent de plus en plus et ne sont suivies que par 5 à 8 syndiqués durant les premiers mois de la guerre.

Un secrétariat permanent

Mais vers la fin de 1915, les commandes des pays belligérants commencent d'affluer, le travail abonde. Les fabricants de machines prévôtois cherchent tous à embaucher des ouvriers devenus trop rares sur le marché du travail.

La recrudescence des activités syndicales correspond à l'établissement à Moutier d'un secrétaire permanent. Le 13 août 1916 en effet, une assemblée des militants de Moutier, de Delémont et de la vallée de Tavannes décide, en présence de Conrad Ilg, la création d'un secrétariat permanent pour la vallée de la Birse. Cette tâche est confiée à Arthur von Arx, mécanicien à la Chaux-de-Fonds. Il avait été auparavant l'instigateur et le premier président du syndicat des ouvriers mécaniciens du Bas-Vallon de Saint-Imier et environs, puis président du Parti socialiste du Jura-Sud. Il s'installe à l'Hôtel Suisse, au milieu du village, où il dispose d'une chambre et d'un bureau. Son mandat consiste à organiser le recrutement de nouveaux membres et à mettre sur pied un syndicat solide et durable. Son rayon d'action englobe 83 fabriques occupant 6926 ouvriers appartenant essentiellement à la branche horlogère. Les entreprises sont situées dans 12 localités, alors que les travailleurs proviennent d'environ 50 communes.

Malgré cet éparpillement, Von Arx obtient de bons résultats, en multipliant les assemblées de propagande et les contacts avec les sections. De 150 membres FOMH de Delémont à Tavannes en 1916, on passera à 1600 au 1er janvier 1919. Le succès débouche notamment sur la création d'un secrétariat pour la seule vallée de Delémont en 1917. A Moutier, la FOMH voit le nombre des adhérents passer de 69 à 247 entre le début de 1915 et la fin de 1916.

Si le renforcement des positions syndicales débouche tout naturellement sur une augmentation des revendications, l'ambiance sociale demeure relativement bonne à Moutier. C'est durant l'année 1916 que les métallurgistes obtiennent une convention de travail. Une demande en ce sens de la FOMH est adressée aux usines Tornos et Pétermann qui n'ouvrent pas directement le dialogue. Ils répondent qu'il existe une convention entre leur maison et l'Association patronale des constructeurs suisses de machines, d'après laquelle de telles affaires doivent être réglées entre le patron et ses ouvriers, ou entre les Associations des deux parties. Les patrons refusent donc d'entrer en pourparlers avec la Fédération, mais se déclarent prêts à traiter avec une commission de leurs ouvriers. Cette proposition est acceptée. La convention est signée deux semaines après. C'est le début d'une période de concertation entre partenaires sociaux qui durera jusqu'à la grève de 1918.

La grève générale de 1918

Tout au long de la guerre, la situation matérielle des travailleurs ne cesse de se détériorer. Leur pouvoir d'achat diminue sans cesse. Les hausses de salaires ne suffisent pas à compenser l'augmentation du coût de la vie, dont l'indice passe de 100 à 229 entre 1914 et 1918. Le renchérissement des produits de première néces-

sité, nourriture, vêtements et combustibles, est encore plus grand. De plus, les soldats mobilisés ne bénéficient d'aucune indemnité pour perte de gain. En juin 1918, on estime qu'un sixième de la population suisse se trouve dans le besoin.

La dégradation des conditions de travail et les bénéfices jugés scandaleux de certains industriels ajoutent encore au mécontentement ouvrier. Ces derniers cherchent tout naturellement protection et aide auprès du Parti socialiste suisse et des syndicats. Entre 1914 et 1918, le PSS passe de 30000 à 40000 affiliés et l'USS triple le nombre de ses membres pour arriver à près de 180000 adhérents.

Forts de leur puissance et convaincus que toute négociation est inutile, les dirigeants de gauche critiquent de plus en plus l'Etat bourgeois et l'institution militaire. L'Union sacrée et le régime des pleins pouvoirs n'avaient été acceptés que sous réserve de l'organisation d'une protection de la population laborieuse à l'égard des conséquences néfastes de la guerre. Un courant militant prononcé, la volonté, pour certains, de restaurer l'Internationale, la sanglante manifestation, puis l'occupation de Zurich à la veille du premier anniversaire de la Révolution d'octobre sont quelques éléments parmi ceux qui aboutissent au déclenchement de la Grève générale, proclamée par le Comité d'Olten afin de faire aboutir ses revendication sociales et politiques.

Un conflit mineur

A Moutier, la situation semble particulière. La petite cité vire en effet au rouge au début de l'année 1918. Les socialistes, alors même qu'ils ne présentent que trois candidats, placent quatre élus sur huit au Conseil municipal. Le fort pourcentage d'ouvriers horlogers et mécaniciens n'est pas étranger à ce phénomène. Parallèlement, la FOMH subit une arrivée en masse de nouveaux adhérents. La section locale comptait 69 membres lors de sa fondation en 1915. En 1917, 247 travailleurs sont inscrits, et ce nombre passe à 540 au début de 1918. Le syndicat représente donc une force réelle face au patronat.

Dans les usines prévôtoises, l'ambiance sociale demeure relativement bonne. Bechler et Pétermann instaurent dès le 1er avril 1918 le samedi après-midi libre et la semaine de 55 heures, conformément aux directives de l'Association patronale. Quelques jours avant la Grève générale, on assiste chez Bechler à un mouvement d'une soixantaine d'ouvriers qui revendiquent une hausse des salaires. Les discussions aboutissement très vite à un accord stipulant que le personnel bénéficie de 1 fr. 25 d'augmentation de salaire par semaine.

Lorsque survient le mot d'ordre de grève du Comité d'Olten, les syndicalistes prévôtois sont partagés. Ils sont à la fois conscients de leur force et des difficultés matérielles vécues journellement par beaucoup de prolétaires, mais également du privilège de pouvoir discuter plus ou moins sereinement avec le patronat du lieu. On ne s'étonne donc guère de voir, au matin du 12 novembre, toutes les usines ouvertes et la plupart des ouvriers au travail. La moitié des syndiqués FOMH sont également à leur poste. Ils refusent de suivre des directives « venues de l'extérieur et inadaptées aux conditions locales ». Selon une lettre de lecteur parue dans le *Petit Jurassien* du 13 novembre, la base n'a pas été consultée par les organisateurs de la grève.

Dès cet instant, les « partisans de la tranquillité se tiennent à leur logis », alors que les jeunes qui sillonnent les rues drapeaux rouges déployés sont considérés comme « des bolcheviks à allure provocatrice » par les journalistes du quotidien le *Démocrate*. Ce sont en grande partie des horlogers, des mécaniciens et des cheminots. Suite à une démarche du comité d'action de Moutier concernant la Grève générale, le

Conseil est convoqué d'urgence à 10 heures du matin. Il est simplement constaté que l'arrêt des centrales électriques entrave considérablement les services publics, l'éclairage, etc. On décide également de ne prendre aucune mesure pour le moment au sujet de la garde civique. Il est clair que le Conseil communal, à moitié socialiste, ne veut pas faire appel à l'armée, d'autant plus que la situation ne semble pas dégénérer.

Le 13 novembre, seul Bechler maintient son usine fermée, afin de calmer les esprits. Les grévistes semblent être un peu plus nombreux. Le Conseil décide de convoquer tous les industriels à une entrevue tenue au bureau de la Mairie pour discuter de cette affaire et prévenir tout conflit au sujet du travail dans les fabriques. Les débats sont longs. Von Arx, secrétaire syndical permanent, demande la fermeture des usines au moins pendant deux jours. Les patrons en appellent à la liberté du travail : on ne peut empêcher la grande majorité des ouvriers qui désirent travailler de le faire. On se quitte sans donner de consignes. Les entreprises restent ouvertes, à l'exception de Bechler.

L'aggravation annoncée n'aura pas le temps de survenir. Voulant éviter l'épreuve de force, le Comité d'Olten renonce à poursuivre la grève. C'est à ce moment-là seulement que les usines ferment, en signe de réjouissance ! Selon le journal local, de longues colonnes de travailleurs défilent dans les rues, allant à la rencontre les unes des autres pour se réunir en une seule manifestation. Durant l'après-midi, un cortège s'organise, avec discours du maire, fanfare, bannières et participation de la population, désireuse de profiter de la paix. Von Arx avoue lui-même les difficultés éprouvées pour faire respecter la grève à ses propres troupes.

Si l'on note une relative tiédeur syndicale durant la Grève générale, la réaction bourgeoise, par contre, paraît énergique. Les opposants à la grève, regroupés sous l'égide du Club alpin suisse, se montrent très actifs. A la veille du débrayage, la section prévôtoise avait déjà organisé un rassemblement des « forces nationales » dans le cadre de la campagne lancée par le CAS contre la présence des révolutionnaires étrangers en Suisse. Le président de la section locale, Robert Raaflaub, met sur pied diverses manifestations patriotiques dès la fin de la grève. Il est aussi président d'organisation de « la grande assemblée patriotique » de Malleray, qui regroupe 2000 citoyens le dimanche 17 novembre.

La résolution adoptée à cette occasion préconise la formation dans chaque localité d'un Comité d'action, en liaison permanente avec le CAS de Moutier, lui-même en contact avec le comité central. Ce réveil du sentiment national pousse Raaflaub, lors d'une assemblée de citoyens prévôtois, à fonder un « Bloc National », le 3 décembre 1918. Son programme prévoit la condamnation de la faiblesse des gouvernants et de l'attitude anti-patriotique des conseillers municipaux socialistes, des sanctions sévères contre le comité d'Olten et l'expulsion des étrangers bolchévistes. Tout comme l'onde révolutionnaire, cette vague patriotique perd rapidement de son ampleur, aussi bien par manque de motivation qu'en raison de querelles internes.

La Grève générale paraît avoir été un conflit mineur à Moutier, sur le terrain en tout cas. Néanmoins, elle agit comme un révélateur au sein du monde ouvrier prévôtois. Elle prouve en effet l'existence d'un grand nombre de travailleurs incarnant la permanence des structures traditionnelles dans la mentalité ouvrière. D'un autre côté, elle met en évidence l'action de grévistes prônant la solidarité de classe. En outre, elle fait souffler un vent de réformes à tous les niveaux. Soucieux de satisfaire en partie les aspirations et les revendications souvent justifiées des travailleurs, les autorités et le patronat accor-

dent certaines améliorations des conditions de travail, dont la plus importante sera la semaine de 48 heures, dès 1919. Les esprits se trouvent d'ailleurs vite préoccupés par un autre problème qui devient crucial au cours des mois suivants. Il s'agit de la crise de reconversion des années vingt.

3. La période noire des crises économiques

La crise économique et industrielle qui éclate à partir du printemps 1920 plonge le Jura dans de réelles difficultés. Les besoins créés par la guerre ne privilégient plus que dans une moindre mesure le secteur des machines qui, vers 1919, est en tête des exportations suisses avec 34%. Durant le conflit, la nécessité de produire en masse des munitions et diverses pièces permettent en effet aux fabricants de vendre une grande quantité de machines à l'étranger. Avec la fin des hostilités, les besoins s'amenuisent. Après l'essor illusoire de 1919, l'économie entame une période de récession. Le pays est inondé de produits importés bon marché. Le cours élevé du franc fait perdre à l'industrie d'exportation une partie de sa capacité concurrentielle. On cherche donc à réduire les coûts de production, avant tout en diminuant les salaires. Le chômage sévit partout, alors qu'aucune politique sociale efficace n'est encore en vigueur.

La crise économique atteint le Jura dans ses deux activités essentielles: l'agriculture et l'horlogerie. La machine-outil est légèrement moins touchée. La production des boîtes de montres de luxe s'écroule littéralement passant de plus de 2 millions d'unités en 1918, à 770000 en 1920, et 287000 en 1921. Les horlogers chômeurs se multiplient. Le district de Moutier subit de plein fouet la dépression. Il faut préciser qu'en 1920, 62% de la population active du district travaille dans le secteur secondaire. Seul Courtelary dépasse ce taux avec 71%. Dès 1919, Moutier doit faire face au nombre croissant de sans-travail. Une commission d'assistance en cas de chômage dans les exploitations industrielles et les métiers est nommée par le Conseil municipal.

La commune aux abois

Cette commission ne fait que distribuer soupe, thé ou dons en espèces, mais elle ne songe pas à constituer une assurance-chômage permanente telle que nous la connaissons actuellement. Il faudra attendre 1924 pour voir le soutien aux chômeurs transformé en subventionnement des caisses privées et publiques, et 1942 pour assister à l'introduction du droit à l'assurance-chômage. La rubrique «Assistance chômage» apparaît pour la première fois dans les archives de la commune en 1919. Il n'est fait mention des chiffres relatifs à cette aide que jusqu'en 1921, mais l'évolution des montants alloués (2123 francs en 1919, 18962 francs en 1920 et 167069 francs en 1921) démontre à l'évidence l'aggravation brusque de la crise et l'acuité du problème pour la commune.

Des annotations précisent que les chômeurs ne recourent souvent à ce secours que lorsqu'ils n'ont plus aucune autre possibiité. Leur fierté leur interdit de prétendre à cette aide tant qu'ils bénéficient d'un moyen quelconque pour vivre.

La commune se trouve vite financièrement incapable de supporter les coûts du chômage. En 1921, le *Petit Jurassien* relate un épisode particulièrement significatif de la situation périlleuse des organismes communaux de secours. Un article, intitulé «la commune aux abois», insiste sur les sommes énormes que coûtent à la municipalité l'entretien des chômeurs. Il regrette que les subsides du canton et de la Confédération n'arrivent qu'avec une lenteur désespérée, malgré toutes les déclarations les plus justifiées,

les démarches personnelles les plus pressantes. A Berne, les délégués de la commune « sont renvoyés d'un bureau à l'autre et au bout de la journée, ils finissent par rentrer à Moutier harassés et bredouilles ». L'article dénonce le fait qu'outre sa part déjà lourde, « la municipalité a versé aux chômeurs plus de 70000 francs que les caisses cantonales et fédérales devraient lui rembourser et qu'elles ne paient pas ». En conséquence, le Conseil municipal, voyant les caisses « complètement à sec », envoie ce télégramme de détresse :
Conseil Exécutif – Berne
Municipalité de Moutier a versé plus de 100000 francs aux chômeurs. Impossible de faire davantage sans secours. Toute requête aux Directions cantonales restant sans effet, déclinons toute responsabilité et suspendons paiements.
Signé : Conseil municipal.
Deux jours plus tard, le journal annonce qu'un premier envoi de 50000 francs a été reçu par les autorités prévôtoises. Si l'industrie locale, à cause de sa relative diversification, paraît légèrement mieux lotie que celle de l'ensemble du Jura horloger, la crise frappe néanmoins la ville et les constructeurs de machines-outils avec sévérité. Par sa nature, l'industrie des machines, en raison de sa dépendance vis-à-vis de quelques gros clients, est sensible à la conjoncture. De plus, dans l'instabilité de la crise, les longs délais de livraison constituent un facteur supplémentaire d'incertitude.

Solidarités locales

Au cours de cette période difficile, une sorte de solidarité semble s'instaurer à Moutier entre population laborieuse, patrons et autorités. Plusieurs actions sont menées conjointement. Le 21 juillet 1921, une assemblée des chômeurs de la ville, réunissant six cents personnes, adresse une résolution à Berne. Elle demande des mesures générales pour faciliter le versement des secours pendant une période indéfinie, des conditions d'emprunt plus favorables pour la commune, l'envoi de l'autorisation qu'attend le Conseil pour lancer des travaux d'utilité publique, des subsides pour l'achat de vêtements, etc. Le Conseil municipal approuve cette résolution et ajoute qu'il « ne peut que se joindre à la protestation ci-dessus. Les autorités supérieures semblent toujours ignorer la triste situation dans laquelle notre commune se trouve. Le chômage dure depuis le 20 février 1920. Toutes les caisses sont épuisées. Notre population était en droit de compter sur plus d'intérêt et de solidarité ».

Au niveau de la députation également, on se mobilise. Le député Paul Bechler en appelle à la solidarité entre les communes de la région. Il juge inadmissible que la majorité des communes suisses restent prospères, alors qu'une minorité d'entre elles sont acculées à la ruine. Moutier fait partie de ces dernières, bien que des économies sévères soient imposées à tous les niveaux. Même les fêtes de Noël ne sont plus subventionnées par la commune. Le marasme des affaires se lit facilement dans l'évolution démographique : en deux ans et demi, Moutier passe de 6000 à 4600 habitants.

Malgré l'exode de dizaines de travailleurs, Moutier compte 1173 chômeurs en 1921, dont le tiers seulement sont secourus. La commune supporte des charges écrasantes : les intérêts généraux de la dette dépasse 100000 francs par année, les recettes d'impôts ont diminué de beaucoup et les arriérés sont élevés. Les autorités communales proposent certes des travaux pour occuper les chômeurs, mais elles ne peuvent les entreprendre sans la certitude d'obtenir l'aide nécessaire. D'où leur irritation face au retard constaté dans le versement des subsides. La vitalité des communes se manifeste au niveau politique. Les délégués d'une

soixantaine de communes jurassiennes se réunissent le 15 octobre 1921 à Moutier. Une proposition est adoptée. Elle est présentée au Grand Conseil par le député Strahm. Le projet prévoit le financement de l'assurance-chômage de telle façon que le Canton et la Confédération en supportent seuls la charge, à raison de 50% chacun. Strahm essuie un échec.

La naissance de l'ADIJ

L'endettement se poursuit. Pour lutter contre le chômage, développer les voies de communication, renforcer l'économie, les autorités communales se rendent compte que seule une solidarité renforcée peut devenir efficace. Une meilleure audience auprès du Canton et de la Confédération dépend de cette solidarité. M. Bechler appelle de ses vœux une association de communes jurassiennes en 1923 déjà. Il précise que pour les industriels du Jura, il serait bénéfique que toute une région revendique les mêmes améliorations sociales, politiques ou économiques. Il faut attendre 1925 pour assister à la fondation de l'Association pour la Défense des Intérêts du Jura (ADIJ).

L'article 2 de ses statuts résume les intentions de cette nouvelle association: « Son but est de défendre les intérêts du Jura en groupant les principales localités du pays, de même que d'autres associations s'intéressant au développement économique de la région. Son but principal est de sauvegarder les intérêts du Jura mis en péril par la politique ferroviaire des CFF ».

Moutier fait partie des cinq communes fondatrices et propose même le président, Frédéric Reusser, qui gèrera l'Association jusqu'en 1960. Ce conseil économique et social s'imposera comme lieu de rencontre et d'échanges entre fonctionnaires, magistrats, chefs d'entreprises et délégués des communes soucieux du développement de l'ensemble du Jura.

Dès 1923, l'industrie prévôtoise entame un lent redressement, avant d'atteindre une sorte de boom vers 1927, légèrement en retard par rapport au reste de la Suisse. Le niveau de la production d'avant-guerre est à nouveau atteint en 1923; le travail reprend partout. Il est assez abondant, mais encore mal rétribué. Dès 1924, la presse parle d'un manque de main-d'œuvre qualifiée, car les ouvriers qui se sont rendus à l'étranger durant la crise ne reviennent plus au pays.

Il n'existe malheureusement aucun chiffre relatif aux ventes des constructeurs de tours automatiques durant cette période. Néanmoins, certaines remarques donnent à penser que dès 1923, l'industrie de la machine-outil se trouve dans une période de prospérité et d'expansion. Le développement technique subit lui aussi une accélération. Les principales découvertes concernent des dispositifs d'avance de la poupée par cames plates: le brevet « Roller » de Bechler date de 1924 alors que le mécanisme « Radiax » de Tornos est introduit en 1926. D'autres inventions permettent d'équilibrer les chiens de serrage de poupée ou de centrer des outils montés sur le vertical par pivotement sur le tourbillon. Mais surtout, Tornos construit le premier vertical à cinq outils en éventail en 1930.

Si les hommes retrouvent donc vers le milieu des années vingt un dynamisme positif, aidés en cela par une économie momentanément florissante, l'industrie reste à la merci d'une éventuelle crise, en raison du manque de réserves financières et d'appuis politiques.

Le fond du gouffre

Au début des années trente, une nouvelle crise frappe le monde. De par son ampleur et sa gravité, elle marque une étape dans l'évolution des structures socio-économiques. La dépression est entraînée par la surproduction, aux Etats-Unis, des biens

de consommation durant les années vingt, accompagnée d'un développement excessif du crédit, qui aboutit au krach boursier de Wall Street, en octobre 1929, suivi du retrait ou de l'annulation de nombreux crédits américains en Europe. La Suisse semble d'abord épargnée. Elle ne connaît jusqu'en 1931 qu'un recul économique limité par rapport aux grands pays industrialisés. Le Jura, en revanche, subit immédiatement les effets de la crise. Ressentie dès la fin de 1929 dans la production de la boîte de montre, aggravée par la hausse du tarif douanier américain, qui fait descendre 15000 ouvriers dans les rues de Bienne en avril 1930, elle s'étend bientôt à toute l'industrie horlogère. Les bureaux de contrôle ne poinçonnent que 89000 montres en 1933, contre plus d'un million en 1928. Précisons que la concentration et la mécanisation avaient déjà réduit le nombre de postes de travail depuis une vingtaine d'années. Le mouvement s'accélère avec la baisse sensible des ventes. Les commandes deviennent rares, les stocks augmentent. Le chômage prend de plus en plus d'ampleur. En 1932, plus de 10000 Jurassiens chôment, soit un cinquième de la population active. On se rend vite compte que l'on est confronté à la crise la plus sévère depuis 1915. Les avis de faillites, concordats ou ventes forcées se multiplient.

Dans l'industrie des machines, la dépression survient avec un certain retard. Elle atteindra son point le plus bas au tournant des années 1932-33. Mais en 1931 déjà, les usines prévôtoises de tours automatiques doivent procéder aux premiers licenciements. Ces derniers vont en s'accélérant jusqu'en 1933.

En quelques années, environ les deux tiers des effectifs sont congédiés. Ces chiffres, produits par les inspecteurs des fabriques, s'accompagnent de remarques alarmistes : « affaires très calmes », « travail en baisse », « nouveaux licenciements prévus ». Les entreprises passent par des moments critiques. Chez Pétermann par exemple, le chiffre d'affaires mensuel moyen passe de 160000 francs en 1928 à 30000 en 1932. Le fond du gouffre semble atteint. Il n'existe aucun document précisant le volume des ventes ou l'évolution des commandes, mais on peut résumer la morosité du moment par cette phrase de Bechler, prononcée en 1933 : « Il est faux de parler de mauvaises affaires, car cela voudrait dire qu'il y a encore des affaires ! » La faillite de divers clients, les dévaluations monétaires, le renforcement de la concurrence et les entraves douanières affectent particulièrement les exportations des constructeurs prévôtois.

Vers la fin de 1932, les chiffres relatifs au chômage laissent transparaître une situation catastrophique : 698 chômeurs sont dénombrés à Moutier, soit 14,8 % de la main-d'œuvre totale. En ces temps incertains, le monde ouvrier se divise en deux groupes. D'un côté, les gens sans travail, souvent réduits à demander l'assistance de la commune. Il s'agit avant tout de personnes à faibles revenus qui n'ont pu mettre de côté aucune réserve. De l'autre, les bénéficiaires de la sécurité de l'emploi, dont les revenus demeurent toutefois assez bas.

Dès 1926 apparaît à nouveau dans les comptes communaux la rubrique assistance-chômage. Cette rubrique ne va pas au-delà de 1935, mais on peut néanmoins déceler l'évolution de la conjoncture au travers des montants des versements effectués.

On constate que près du tiers des versements annuels est distribué par la FOMH. Cela donne une idée de l'importance de ce secteur particulier par rapport à l'ensemble de l'activité économique prévôtoise. On remarque également que 1932 constitue l'année la plus terrible. La plus grande partie de l'activité industrielle des usines cesse durant cette année. Le *Petit Jurassien* parle à plusieurs reprises de « ville

morte», «d'activité presque nulle», ou «d'usines pour ainsi dire abandonnées».
Les innovations techniques semblent également freinées. Après le vertical à cinq outils construit par Tornos en 1930, aucune nouveauté importante ne fait son apparition sur le marché durant les six années suivantes. Les constructeurs se contentent d'améliorer certains détails techniques. Tornos présente un tour automatique à décolleter et tailler par génération les vis à bois, alors que Pétermann met au point un dispositif permettant l'arrêt de la machine en cas de rupture de la courroie de la poupée.
Dès le début de 1934, la situation , bien que précaire, tend à s'améliorer. Les trois constructeurs prévôtois signalent une reprise des affaires, qui partent même en flèche à partir du second semestre. L'année suivante, les usines se trouvent confrontées à un problème qui met en lumière le redémarrage foudroyant des activités: les difficultés à trouver de la main-d'œuvre qualifiée sur place. Il faut préciser qu'on embauche énormément durant les années 34-35. Les trois usines, qui occupent 231 ouvriers en 1933, comptent plus de 450 employés en 1935. Ce chiffre passera à 850 en 1939! On peut comprendre la peine éprouvée à trouver des mécaniciens spécialisés dans la région. L'émigration durant les années noires a éloigné bon nombre de travailleurs qui ne reviennent pas malgré l'amorce de la reprise. A partir de 1936, la crise horlogère baisse également d'intensité. Le Jura entier sort lentement de la crise. La dévaluation du franc favorise les exportations. Diverses conventions horlogères et la Paix du travail améliorent les relations sociales.
A Moutier, l'optimisme renaît. Le chômage recule rapidement. De 698 chômeurs en 1932, on descend à 351 en 1935, pour la plupart des horlogers, puis à 213 en 1936 et à 105 en 1937. Les fabriques qui ont survécu à la crise présentent désormais une meilleure organisation. Plus concentrée et plus intensive, la production des tours devient plus concurrentielle et d'une meilleure rentabilité. Mais si les autorités voient d'un bon œil les entreprises se renflouer et le nombre des personnes sans travail diminuer, elles n'en demeurent pas moins préoccupées par l'état des finances communales qui, tout au long de la crise et même jusqu'en 1939, frisent la catastrophe.

La commune obérée

Face à la crise qui plonge dans la détresse une partie de la population, la commune intervient en soutenant financièrement diverses actions en vue d'effacer le plus possible les conséquences néfastes du chômage. Mais très vite, la commune se trouve démunie, puis surendettée. Le manque d'argent s'explique par trois causes principales: une diminution des rentrées fiscales, un rendement forestier sur le déclin, et surtout l'accroissement des sommes consacrées à l'assurance-chômage. Entre 1928 et 1930, Moutier verse 10565 francs directement aux chômeurs, plus 71878 francs en travaux d'occupation. Or la crise n'a pas encore éclaté. Ces chiffres gonflent rapidement et restent très préoccupants jusqu'à la guerre. En février 1932, Moutier dépense 1000 francs par jour pour le secours aux chômeurs. En octobre, la municipalité a déjà versé 500000 francs comme allocations de chômage. En 1935, malgré une reprise des affaires pour les industries locales, la ville compte encore 351 personnes à la recherche d'un travail, soit 18,7% de la population active non agricole.

Au niveau régional, on s'organise. L'ADIJ fonde la Commission des communes obérées en 1933 et réagit vigoureusement chaque fois qu'il s'agit d'obtenir une part de la manne fédérale. En 1934, l'ADIJ crée en outre une commission pour jeunes chômeurs. Elle fonctionne jusqu'en 1940

et réalise plusieurs camps de travail dans la région. Elle appuie également Moutier, dont l'idée est de subventionner quelques grands travaux de rénovation en ville. La réfection du château et d'une église font partie de ces réalisations.
Le Canton prend lui aussi une série de mesures afin de limiter le nombre de chômeurs. Des travaux d'intérêts publics sont entrepris dès la fin 1930.
Les banques étant de plus en plus réticentes à avancer de l'argent aux municipalités, le gouvernement met sur pied, au début de 1933, la Caisse bernoise de crédit, dont le but est de prêter de l'argent aux communes afin de lutter contre le chômage.
Au sortir de la grande crise, la commune est épuisée. Elle a supporté en grande partie les frais découlant de l'aide aux sans-travail, elle a vu ses rentrées diminuer de façon importante, elle a assisté impuissante au gonflement de ses dettes. Mais, conséquence plus pernicieuce encore, elle a dû abandonner une partie de son autonomie. L'aide de l'Etat, indispensable et appréciée, s'est accompagnée d'un certain nombre de contrôles, et les prérogatives communales s'en sont trouvées quelque peu malmenées.

4. Paix du travail et grève généralisée

Comme on l'a vu plus haut, les années vingt ne constituent pas pour le syndicalisme prévôtois une période euphorique. La variation du nombre d'adhérents dépend étroitement du taux d'occupation des ouvriers, du moins jusqu'à l'introduction de l'assurance-chômage en 1924. A partir de cette date importante, l'effectif des syndicats devient moins sensible aux oscillations de la conjoncture économique.

La croissance de la FOMH

Contrairement à celle de 1921, la crise des années trente développe la solidarité ouvrière grâce à l'assurance-chômage. La législation sur les caisses de chômage pose d'ailleurs au mouvement syndical un problème que peu de militants avaient prévu. Nombre de travailleurs se syndiquent moins par motivation profonde que pour bénéficier de l'avantage non négligeable consistant à percevoir d'éventuelles prestations de la part de la caisse de chômage du syndicat. Pour Moutier, la croissance des effectifs est stupéfiante : le nombre de syndiqués FOMH, qui était de 82 en 1929, passe à 393 en 1930 et à 454 en 1931.
L'augmentation notable de la puissance syndicale entraîne une attitude relativement ferme face au patronat. Diverses annonces de baisses de salaires sont sévèrement condamnées. En 1933 toutefois, le secrétaire local accepte une diminution générale car « il faut savoir également lâcher du lest pour sauver des emplois ». Jusqu'en 1937, les effectifs de la FOMH restent stables. Ils varient entre 424 et 457. La concurrence des syndicats chrétiens semble faible à Moutier. Curieusement, la vie du mouvement paraît en hibernation. Les procès-verbaux des séances ne relatent aucun problème crucial surgissant durant cette période. On ne parle que de chômage, préoccupation essentielle qui mobilise toutes les énergies. Il est vrai que les sommes versées aux chômeurs mettent largement à contribution la caisse de la section.
Dès 1932, le problème du chômage perd de son acuité. Des interventions de l'Etat et de la commune ainsi qu'une meilleure conjoncture permettent une diminution des efforts consentis par la caisse syndicale. Cela n'empêche pas cette dernière d'être « à sec » dès 1932. La monopolisation des forces pour le secours aux personnes sans emploi comporte un désavantage certain : elle se fait au détriment d'une riposte globale contre la détérioration des conditions de travail (suppression des vacances introduites en 1929, licencie-

ments, réductions des salaires, introduction de nouvelles méthodes permettant d'accroître la productivité, etc). L'affaiblissement financier force donc les instances dirigeantes à modérer leurs exigences. Des concessions sont faites, malgré certaines résolutions annonçant une résistance énergique contre toute tentative menaçant les acquis sociaux.
A partir de 1936, la stratégie de la FOMH se modifie quelque peu. Il est vrai qu'à Moutier comme ailleurs, la situation économique s'améliore. La dévaluation du franc coïncide avec une reprise de l'économie mondiale. La FOMH réclame dès la reprise des affaires une convention réglant les conditions de travail dans toute l'horlogerie. Cette revendication se concrétise à la suite d'un conflit de salaire dans l'industrie du cadran métal, conflit qui déclenche l'intervention médiatrice du Département fédéral de l'Economie publique. En mai 1937, la convention de « paix sociale absolue » dans l'horlogerie est signée. Les syndicalistes prévôtois applaudissent à cette réalisation. Lorsque la Paix du travail est signée dans la métallurgie, des circonstances particulières prévalent à Moutier. La localité connaît en effet une grève des mécaniciens qui constitue la seule crise survenant dans les usines de tours automatiques locales depuis la grève générale de 1918.

Un conflit en deux temps

La crise qui éclate à Moutier en mars 1937 se déroule en deux temps. La Paix du travail intervient en effet durant l'accalmie du milieu de l'année, accalmie bien brève puisqu'en octobre déjà, le conflit entre partenaires sociaux reprend. Dans sa première phase, la confrontation met aux prises, d'une part les directions des fabriques Bechler, Tornos et Pétermann, et d'autre part 230 ouvriers, dont 147 syndiqués. La FOMH locale, lors du comité de section du 2 mars, réfléchit à « la demande de nombreux collègues d'envisager un mouvement dans les salaires qui, à Moutier, sont relativement bas ». Il est décidé de convoquer une assemblée des ouvriers afin de définir une stratégie commune. Plus de 400 personnes assistent à cette réunion. A l'unanimité, elles revendiquent un relèvement général des salaires et chargent la FOMH de la défense de leurs intérêts. C'est le secrétaire Giroud, de Berne, qui mène les négociations. Il faut préciser que l'établissement du régime conventionnel parachève la tendance qui réduit progressivement la marge de manœuvre des sections locales et les relègue au rôle de souples rouages d'une organisation de plus en plus centralisée et bureaucratisée. Du secrétariat central une lettre est donc adressée aux directions des trois entreprises de la place, en date du 10 mars 1937. La missive rappelle que deux baisses générales ont été acceptées par la FOMH durant les moments difficiles uniquement parce qu'elles étaient assorties de la promesse « que les anciens salaires seraient rétablis aussitôt que les circonstances économiques le permettraient ». Or les fabriques travaillent à plein rendement depuis plusieurs mois. D'autre part le coût de la vie, officiellement, marque une augmentation de 5% par rapport à septembre 1936. Les ouvriers réclament donc une hausse générale des salaires de 12% et demandent à pouvoir bénéficier de vacances payées, comme c'est déjà le cas chez Pétermann.
Du côté patronal, on se contente de répondre que, conformément aux statuts de l'Assemblée Patronale Suisse des Constructeurs de Machines (ASM), la requête a été transmise à cette association. Le 14 avril, l'ASM répond que Tornos a procédé depuis plusieurs mois à des ajustements successifs et individuels de salaires, que cette politique sera poursuivie, et que le « principe de vacances payées entre en vigueur dès cet été ». Pour la première fois en effet, les mécaniciens

prévôtois prennent des vacances selon le barème suivant: deux jours après six années de travail, trois jours après neuf ans, quatre jours et demi après douze ans, six jours après seize ans, et huit jours après vingt ans.

Les ouvriers réaffirment leur revendication première: 12% d'augmentation de salaire. Le climat s'envenime. De nombreux ouvriers non-syndiqués se joignent au mouvement. Le 24 avril, la FOMH sollicite une entrevue avec les trois directions. Les discussions semblent se dérouler dans un esprit positif, puisque le 28 avril Giroud peut écrire: «Notre mouvement revendicatif dans les usines Bechler et Tornos peut être considéré comme liquidé. Nous avons obtenu dans la première maison une augmentation générale des salaires de 10 cts à l'heure, et dans la seconde un réajustement individuel qui peut être chiffré à 10% en moyenne».

Afin de persuader Pétermann d'accorder les mêmes avantages, une rencontre est mise sur pied le 3 mai. Mais l'industriel ne veut pas envisager une hausse générale de plus de 5%, avec cependant quelques exceptions. Le syndicat rétorque que cela ne suffit même pas à compenser la baisse survenue en 1933. Il réaffirme qu'une augmentation de 10 cts à l'heure reste un minimum, tout comme le relèvement de 8% des tarifs pour le travail aux pièces. Après de nouvelles négociations, une assemblée des ouvriers se réunit le jeudi 22 mai à 16 heures. On y décide d'accepter les dernières propositions de Pétermann: 10 cts de plus pour le salaire horaire, et 5% de supplément pour le travail aux pièces. Au sortir de cette réunion, les travailleurs constatent avec stupeur la présence de policiers en nombre.

La paix du travail

D'une éventuelle tension en ville, les journaux locaux ne disent rien. Le fait que tout s'arrange contribue d'ailleurs à calmer les esprits. Dès le lendemain de l'assemblée ouvrière, Pétermann constate que «tous les travailleurs s'activent dans l'usine dans la bonne humeur». Si ces termes paraissent exagérés, les laborieuses négociations semblent tout de même appartenir au passé. Il reste néanmoins une conséquence non négligeable de cette crise: alors que l'usine Pétermann comptait un effectif syndical de 47 unités au début de 1937, on signale 125 syndiqués à la fin mai! le conflit aura apporté de l'eau au moulin du syndicat local.

Le milieu de l'année 1937 restera marqué par un événement capital: la signature de la Paix du travail.

Les retombées de la convention à l'échelon local sont difficiles à cerner. A court terme, l'accord apporte une amélioration bienvenue des conditions de travail, et à moyen terme, il permet une relance du mouvement syndical à Moutier. De 424 membres au début de 1937, la section passe en effet à 632 adhérents en fin d'année, et à 1002 au début de 1939. Ce remarquable essor, également dû en partie à la reprise économique, crée des conditions propices à l'action revendicative syndicale. La section prévôtoise lance une première pierre en ce sens le 16 octobre 1937. Par une lettre au personnel des fabriques de machines Bechler, Pétermann et Tornos, le secrétaire rappelle à tous qu'en fixant le taux de la première augmentation des salaires et des tarifs, en mai, «il a été formellement convenu avec la direction de chaque entreprise que des pourparlers seraient engagés à nouveau cet automne pour un deuxième relèvement des salaires». Chacun est donc invité à participer à une séance prévue le 20 octobre, afin d'examiner la façon dont doivent être réclamées les augmentations de salaire.

C'est le début d'une nouvelle négociation à laquelle participent 600 ouvriers dont 421 syndiqués, selon la FOMH. A noter que les discussions sont menées rapidement et

dans un esprit positif. A aucun moment on ne recourt à la grève. Le 26 octobre, les trois entreprises reçoivent une lettre faisant part des revendications suivantes: une augmentation générale et uniforme de tous les salaires de 10 cts à l'heure, un relèvement proportionné des tarifs de 7 à 8%, et des vacances payées selon l'échelle minimum de l'Union Suisse des Industriels sur machine. Le 12 novembre, l'ASM répond que les trois usines ont décidé d'augmenter tous les salaires à l'heure de 5 cts et tous les salaires aux pièces de 3%. Les vacances, en plus d'une semaine durant les «vacances horlogères», seront accordées comme suit: trois jours après une année de service, six jours après quatre ans et huit jours après dix ans. Le 18 novembre, la FOMH répond en ces termes à l'ASM: «vos propositions, quoique ne correspondant pas aux revendications formulées, ont été admises par les ouvriers qui nous ont chargés de vous remercier pour votre précieuse intervention».

Le problème est réglé. L'esprit de la Paix du travail semble être passé par Moutier. Les archives ne mentionnent d'ailleurs plus aucun conflit dans l'industrie prévôtoise des machines, si ce n'est des discussions concernant des points particuliers relatifs aux conditions de travail. Le syndicat ne profite donc pas de sa puissance, qui va en augmentant, pour revendiquer exagérément des améliorations ou des avantages de tous genres. L'entente entre partenaires sociaux demeure bonne lorsqu'éclate le deuxième conflit mondial, événement qui modifie profondément les données économiques et sociales.

5. L'évolution démographique et professionnelle

Les statistiques concernant le nombre d'habitants à Moutier sont très éloquentes au sujet du développement de ce village agricole devenu cité industrielle. L'augmentation est constante et assez régulière tout au long de la première moitié du XXe siècle. Il en va autrement pour le Jura dans son ensemble, dont le recul démographique peut être illustré par deux chiffres: le Jura compte 116500 habitants en 1910, et seulement 112000 en 1941. Cette dépopulation est le résultat de la baisse de la natalité, comparable à celle observée en Suisse, et surtout du déficit de la balance migratoire, nettement supérieur à la moyenne helvétique.

La région prévôtoise bénéficie dès le début du siècle d'une industrie diversifiée et de bonnes voies de communication. Cela explique que le district, qui ne compte que 17,3% de la population totale du Jura en 1900, en comptabilise 22,2% en 1941. Il devient alors le district le plus populeux.

La croissance démographique

Les chiffres concernant la ville proprement dite révèle le même démarrage. En un siècle, de 1850 à 1950, la ville passe de 917 à 5898 habitants. L'établissement des constructeurs de machines, et l'évolution positive de leurs entreprises, entrent pour une bonne part dans l'explication de ce développement. L'arrivée de nombreux travailleurs transforme bien évidemment les rapports sociaux. Le besoin accru de main-d'œuvre vide d'abord les campagnes environnantes. Le paysan-horloger disparaît peu à peu. Le passage de l'agriculture à l'industrie engendre certaines modifications dans la composition socio-culturelle de toute la région. Ce sont souvent des germanophones qui reprennent les exploitations agricoles, avant de passer eux-mêmes à l'industrie. En conséquence, les problèmes linguistiques deviennent délicats.

L'augmentation de la population entraîne d'autres conséquences pour la ville. Il faut aménager des lieux de loisirs. Piscine, terrains de sports, cinémas, salles de spectacle et autres infrastructures s'im-

plantent à Moutier. L'hôpital de district, fondé en 1870, doit procéder à plusieurs agrandissements. Bref, l'évolution démographique permet de mesurer le dynamisme de la ville et de comprendre son rôle de pôle de croissance du Jura, au même titre que Delémont ou Porrentruy.

Les mutations socio-professionnelles

L'évolution industrielle tendant vers la concentration et la mécanisation provoque des transformations importantes au niveau des données sociales et professionnelles prévôtoises et jurassiennes. On assiste notamment à une disparition progressive du paysan-horloger, souvent obligé de se transformer en ouvrier d'usine. Ce changement de profession se fait autant par appel que par refoulement. L'attrait d'un travail mieux payé, mieux considéré se combine avec les difficultés rencontrées par le monde agricole jurassien: terres moyennement productives, exploitations trop morcelées, mécanisation mangeuse d'emplois, etc. Les domaines des paysans-horlogers, viables grâce au travail fourni par l'horlogerie, disparaissent souvent lorsque cet apport vient à manquer. Le travail à domicile diminue ainsi graduellement entre les deux guerres.

En ville de Moutier, 255 personnes travaillent dans le secteur primaire en 1905; elles ne sont plus que 123 en 1930, se répartissant sur 73 exploitations agricoles. Elles représentent alors 5,1% de la population active, pourcentage qui descend à 4,6% en 1941.

Parallèlement, le secteur secondaire gonfle sans discontinuer; en 1942, il occupe 65% de la population active du district de Moutier.

La taille des exploitations tend à augmenter et près des trois quarts des travailleurs locaux vivent de l'industrie. Moutier est donc une cité de production et non d'échanges. Si le glissement du primaire au secondaire est bien visible, le secondaire ne se décongestionne pas au profit du tertiaire. En 1930, 12% de la population active, soit 288 personnes, travaillent dans les services. On tombe à 9,9% en 1941. C'est seulement après 1960 que l'on assistera au démarrage du secteur tertiaire.

Les structures internes des usines sont également l'objet de profondes modifications. Avant la Première Guerre déjà, l'organisation de la production se transforme. On ne peut plus travailler sans organigramme, sans plan hiérarchique, sans division du travail. Le compagnon d'autrefois, qui effectuait tous les travaux, devient un mécanicien de plus en plus spécialisé. Cela nécessite un apprentissage plus poussé. Les machines toujours plus sophistiquées peuvent produire énormément, pour autant que la main-d'œuvre soit formée spécialement. Quatre années d'apprentissage sont donc jugées nécessaires pour posséder une formation complète. Les travaux pratiques constituent, dans les années trente, la principale préoccupation des maîtres d'apprentissage. Précisons que bien des chefs d'entreprises créent leur propre atelier d'apprentissage, car ils estiment que les apprentis «officiels» ne reçoivent pas une formation adaptée aux besoins spécifiques de l'industrie de la machine-outil. Le centre d'apprentissage de Tornos acquiert au fil des ans une excellente réputation dans toute l'industrie mécanique et le brevet qu'il décerne ouvre facilement les portes des usines.

Le passage de toute une partie de la population du milieu rural au milieu industriel, et l'évolution des méthodes et des moyens de production, favorisent l'éclosion d'une mentalité nouvelle, d'un rythme de vie et de comportements nouveaux. Il s'ensuit une certaine coupure entre l'homme travaillant dans l'industrie et l'agriculteur, même s'ils se côtoient dans la vie communale. La modification des structures professionnelles marque égale-

ment une coupure au sein de la classe ouvrière. Le mécanicien ne peut plus prétendre être « ce seigneur de la mécanique » du début du siècle, dialoguant avec le patron. Il devient le rouage, anonyme et spécialisé, d'une organisation complexe.

6. Quelques répercussions sociales

La conception qu'a l'entrepreneur de sa relation sociale avec son personnel a longtemps été très étroite. Souvent limitée aux heures de présence à l'usine, elle ne tenait nullement compte de la vie des ouvriers, par exemple des difficultés pécuniaires qui ne manquaient pas de surgir dans un ménage en cas de maladie ou d'accident. Les syndicats peuvent se vanter à juste titre d'avoir accéléré la mise en place de différentes conquêtes sociales. Le contexte des premières années du XXe siècle n'est pourtant pas des plus favorables. Les contingences techniques et la rationalisation commerciale et administrative compartimentent fortement les usines, au point de négliger le climat humain, qui devrait intégrer l'homme à l'entreprise et celle-ci à la collectivité.

Hygiène industrielle et morale

A Moutier, l'industrie de la machine-outil connaît rapidement le succès. Or, une bonne marche de la cellule productive permet d'accorder plus facilement des avantages sociaux. De plus, les anciens mécaniciens que sont les dirigeants des usines gardent en mémoire les temps difficiles qu'ils ont eux-mêmes vécus. Un certain esprit paternaliste s'installe en ville, dès l'introduction de la fabrication des tours. L'entreprise Junker, en 1898, possède sa caisse de secours mutuel en cas de maladie, gérée par les ouvriers. Précisons que jusqu'à la fin des années vingt, on accorde surtout de l'importance à l'hygiène industrielle. L'hygiène mentale ne semble pas encore très développée.

Dans les premières années de l'entre-deux-guerres, les industriels se trouvent confrontés à des organisation syndicales relativement agressives et revendicatives. L'ASM désire avant tout tenir à distance la FOMH, ce qui est possible si, dans les entreprises, on crée « une institution bien définie, dans laquelle les ouvriers de bonne volonté peuvent présenter leurs desiderata ». Cette sorte de lieu d'échanges se voit donc recommandé par l'association patronale, avant tout pour pouvoir dialoguer avec le personnel sans passer par les syndicats.

A Moutier, les industriels adhèrent volontiers aux idées de l'ASM. Chez Tornos, on reconnaît qu'une « commission ouvrière ne peut qu'améliorer encore le climat déjà serein de l'entreprise ». Seul Pétermann semble réticent. Une commission ouvrière non officielle existe dans l'usine dès la fin de la Première Guerre mondiale, mais de véritables statuts ne seront reconnus qu'en 1945.

Bechler insiste à plusieurs reprises sur l'importance du dialogue, « condition essentielle à l'équilibre social, au même titre que des conditions de travail exemplaires ». Il estime que la construction d'un tour automatique exige trop de l'ouvrier pour que l'on n'apporte pas le plus grand soin « à améliorer toujours chaque lieu de travail ». Les capacités individuelles peuvent ainsi se déployer sans obstacle, l'homme n'est plus limité. Bechler ajoute que « la satisfaction intérieure qui en résulte est le plus sûr facteur d'équilibre social ». Selon Max Robert, Bechler a toujours eu comme souci principal de mettre sur pied une usine très organisée, dirigée selon les principes les plus modernes, « mais où les hommes restent des hommes, où l'on voit encore sourire ».

La sécurité semble avoir toujours été une préoccupation importante. Les nombreux outils tranchants et la multitude de courroies et de tringles nécessaires au fonctionnement des machines peuvent provo-

quer des accidents relativement graves. A partir des années vingt, l'introduction de moteurs électriques révolutionne l'aménagement intérieur des usines. La transmission de l'énergie n'exige plus la présence des courroies, d'où un éclairage amélioré, et une diminution des risques d'accidents. En 1924, Pétermann reçoit les éloges des inspecteurs fédéraux des fabriques, impressionnés par les innovations présentées. Des photographies sont demandées par le Musée d'hygiène industrielle, car désormais « tout danger dans le décolletage est exclu par cette nouvelle installation ». Autre conséquence bénéfique de l'arrivée des moteurs électriques, la diminution sensible du bruit, qui était souvent source de problèmes auditifs.
Des années vingt date toute une série d'améliorations relatives à l'hygiène industrielle facilitées par la construction d'usines neuves. En 1929, les industriels introduisent les vacances payées à Moutier. En Suisse, la moitié seulement des travailleurs assujettis à la Loi sur les fabriques, bénéficient de cette prestation.
Avec la crise des années trente, l'accent est mis sur l'atmosphère, l'ambiance de travail et les rapports entre patrons et ouvriers. La disparition presque totale du travail « aux pièces » rend l'ambiance plus agréable. L'intérêt professionnel et un sentiment de travail gratifiant réapparaissent dès lors que l'ouvrier n'est plus ce robot à l'intelligence étroitement compartimentée. Après de nombreux contacts entre associations patronales et commissions ouvrières, on s'efforce de mettre en vigueur un système de rémunération assez souple, dans lequel la qualification personnelle est déterminante. Selon de nombreux témoignages, un climat particulièrement favorable semble prévaloir chez Pétermann.
Toutefois, la plupart des grandes réalisations sociales (fonds de retraite, assurances diverses, Foyer du personnel, journal d'entreprise, etc) seront introduites après la Deuxième Guerre mondiale, et jusqu'en 1939, les conditions de travail restent dures.

Lieu de travail et habitat

Jusqu'à la crise de 1920, la grande majorité des ouvriers qui travaillent dans les usines prévôtoises résident dans la localité. Seuls quelques mécaniciens habitent dans les communes avoisinantes. L'absence de transports rapides rend leur journée pénible. Comme le travail commence généralement à 6 heures pour se terminer vers 18 heures, ils se lèvent régulièrement aux environs de 5 heures, et réintègrent leur foyer souvent après 19 heures.
Un changement dans la composition du personnel intervient vers 1920. Le village n'arrive plus à contenter les besoins d'une jeune industrie en plein développement. Avant la crise, 241 personnes actives sur 1905 habitent à l'extérieur de Moutier, soit environ une sur huit. Vers 1930, la proportion passe à une sur cinq. L'ouvrier accumule une fatigue supplémentaire due aux déplacements, et se coupe quelque peu de la vie de la commune où il réside, des sociétés, de la paroisse, etc. Trop souvent loin de chez lui, il est plus réticent à participer à des activités extra-professionnelles.

La prospérité gagnant l'ensemble des entreprises locales, le phénomène des « migrations oscillatoires » prend toujours plus d'ampleur. Les différentes entreprises sont très tôt conscientes du problème et tentent d'y remédier en construisant des « maisons ouvrières ». En 1919, le Conseil municipal recommande l'acceptation d'une demande « de subsides pour 9 maisons des Usines Tornos ». Les industriels ont divers intérêts à concentrer les ouvriers à proximité des ateliers. Pour attirer de la main-d'œuvre à Moutier, il faut que celle-ci trouve à se loger. D'autre part, les loyers des appartements mis à disposition par les entreprises, inférieurs à la moyenne, ne pèsent pas exagérément sur les salaires.

On évite également les désagréments des déplacements et surtout, cela permet de s'attacher un certain nombre de travailleurs. Pour ce faire, les usines construisent plusieurs colonies d'habitations à l'intention de leur personnel respectif. A la fin de la Deuxième Guerre, par exemple, Bechler possède trois colonies, regroupant environ 25 bâtiments, et Tornos construit une « cité » de 17 maisons comptant 54 logements. Cette politique sera poursuivie durant les décennies suivantes. A la fin des années soixante, Tornos possède 61 bâtiments à Moutier, ce qui représente 249 appartements.

Cependant, les travailleurs qui se déplacent chaque jour à Moutier restent nombreux. Ils préfèrent, pour des raisons matérielles ou psychologiques, continuer à vivre dans leur village. Ces migrations ouvrières posent des problèmes importants aux industriels. Des cantines, des réfectoires sont mis en place afin de nourrir les externes. Des salles de repos et de distractions leur sont réservées. Chez Pétermann, un Foyer n'est créé qu'en 1948, mais il bénéficie d'un personnel qualifié et employé à plein temps pour préparer les repas et organiser des distractions et des soirées.

Certains ouvriers viennent de loin et passent plus de 800 heures par année à voyager. Leur village se transforme souvent en cité-dortoir. Afin de limiter les temps de déplacement, les usines mettront en place, bien après la guerre, un service de cars desservant les vallées avoisinantes. Ce système diminue les frais de transport, réduit la fatigue de l'ouvrier et assure aux entreprises une meilleure stabilité de la main-d'œuvre.

Le dynamisme prévôtois

Bien que présentant de nombreuses analogies avec les autres cités jurassiennes, Moutier se distingue par des caractéristiques socio-économiques particulières. Entre la fin du siècle passé et la Seconde Guerre mondiale, la ville développe une industrie spécifique et acquiert une réputation mondiale de centre de précision.

L'éclosion et l'évolution positive des entreprises créées par les pionniers du tour automatique entraînent des conséquences importantes pour toute la population de Moutier et de la région. L'ouvrier à domicile, le paysan-horloger et même le petit patron sont tous acculés par les mesures de concentration et de rationalisation ; ils doivent abandonner leur indépendance, et souvent quitter leur lopin de terre pour se rendre en usine. Un prolétariat naît, les femmes font leur apparition dans les rangs ouvriers, la communauté entière aménage de plus en plus sa vie en fonction des obligations du travail en usine.

La Première Guerre mondiale donne un formidable coup de fouet aux entreprises prévôtoises alors que le reste du Jura, avant tout horloger, ressent profondément les conséquences du conflit mondial. La production de munition et de diverses fournitures de guerre nécessite des machines-outils performantes. Les commandes affluent donc en même temps que la qualité des tours s'améliore. La précision des machines, de l'ordre du dixième de millimètre vers 1907, atteint le centième en 1917.

Si le monde ouvrier sort de sa léthargie lors de la Grève générale, ce n'est pas en Prévôté qu'il se montre le plus virulent. La FOMH locale semble bien faible, non à cause de sa jeunesse, mais plutôt du fait d'un certain paternalisme patronal qui règne dans les usines. Stricts, exigeants, les patrons n'en demeurent pas moins d'anciens ouvriers partis de rien, qui gardent le souvenir des temps difficiles qu'ils ont vécus eux-mêmes. Au-delà d'une discipline rigoureuse, une porte reste ouverte au dialogue. Cette ambiance imprègne la mentalité ouvrière et court-circuite les syndicats.

Mais les crises des années 1920 et 1930 mettent à dure épreuve l'industrie prévôtoise. Les collectivités, comme les individus, renoncent à une partie de leur autonomie en acceptant les contrôles et les exigences qui accompagnent les subsides de secours. La FOMH freine également son action, par nécessité économique plus que par manque de revendications. Ses attaques n'en deviennent que plus virulentes dès l'amorce de la reprise des affaires. En effet, au moment où est signée la Paix du travail, Moutier connaît paradoxalement un grave conflit social. L'ambiance des ateliers familiaux a disparu. Les grandes concentrations nécessitent d'autres systèmes, génèrent d'autres relations. Patronat et syndicats ne sont pas les seuls touchés par les bouleversements qui influencent l'existence quotidienne des Prévôtois. Toutes les couches sociales et tous les milieux voient leur cadre de vie se transformer.

Les conditions de travail, comme les possibilités de loisirs évoluent, les bâtiments industriels et les maisons d'habitation modifient l'aspect du village agricole primitif, puis de la petite cité. Car même si cette dernière se saigne pour secourir les chômeurs en période de récession, elle bénéficie en contre-partie de l'arrivée de travailleurs dès que la conjoncture devient favorable.

Le dynamisme démographique qui caractérise Moutier représente la meilleure preuve de la bonne marche de l'industrie de la machine-outil. En cinquante ans, la population décuple et se renouvelle. L'éclatement des structures de la communauté villageoise, corollaire de cette expansion démographique, s'accélère après la Deuxième Guerre mondiale. L'essor économique sans précédent que connaît alors la cité aboutit à sa promotion au rang de ville en 1950.

Mais assurément, c'est une autre histoire du Moutier industriel qui débute dès le milieu du siècle. Le caractère familial des entreprises disparaît peu à peu, balayé par la mise en place de nouvelles structures plus complexes et anonymes. La concentration, commencée en 1967, trouvera son aboutissement en 1974, date à laquelle les usines Tornos, Pétermann et Bechler mettront en commun l'ensemble de leurs activités sous la forme d'un holding. Des pionniers, il reste cependant un caractère, un état d'esprit qui imprègne la cité et la mentalité de ses habitants. Leur histoire influence aujourd'hui encore de manière profonde la vie prévôtoise.